Des confréries sans confrères et des « boîtes » sans fonds à Baugé, dans le diocèse d'Angers, aux XVII^e et XVIII^e siècles

Of brotherhoods without brother and bottomless « boxes » in Baugé in the diocese of Angers in the seventeenth and eighteenth centuries

Antoine Follain et Matthieu Archaleüs

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3056>

DOI : 10.4000/abpo.3056

ISBN : 978-2-7535-4275-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2015

Pagination : 67-83

ISBN : 978-2-7535-4273-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Antoine Follain et Matthieu Archaleüs, « Des confréries sans confrères et des « boîtes » sans fonds à Baugé, dans le diocèse d'Angers, aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 122-2 | 2015, mis en ligne le 30 juin 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3056> ; DOI : 10.4000/abpo.3056

Des confréries sans confrères et des « boîtes » sans fonds à Baugé, dans le diocèse d'Angers, aux XVII^e et XVIII^e siècles

Antoine FOLLAIN

Professeur des universités, EA3400 ARCHE (ARts Civilisation et Histoire de l'Europe),
Université de Strasbourg

Matthieu ARCHALEÛS

Étudiant à l'université d'Angers

« Henry¹ par la miséricorde de Dieu et par la grâce du S[ain]t Siège apostolique, évesq[ue] d'Angers, à tous les fidèles de la ville de Baugé, salut. Un des principaux soins des évesques estant de maintenir les privilèges et les louables pratiques qu'ils trouvent establies dans leur diocèse, nous n'avons pu apprendre sans douleur qu'il y en avoit une parmy vous qui s'en alloit presque tout esteinte et abolie et laquelle, sy nous n'y donnions ordre, le seroit bientost entierement ; je veux dire cette célèbre et ancienne confrairie de saint Sébastien. »

Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1847. Ordonnance donnée à Baugé par l'évêque Henri Arnauld, dans le cours de sa visite du 27 juillet 1663, interdisant la faillite de l'une des confréries.

Les confréries religieuses sont un héritage médiéval et une composante de la dynamique catholique après le concile de Trente et au XVII^e siècle. Mais la définition même des confréries religieuses dans l'Ouest de la France

---

1. « Henri d'Angers » ou Henri Arnauld. Membre de la famille Arnauld, frère du Grand Arnauld et des mères abbesses de Port-Royal, il est l'un des évêques jansénistes du royaume. Pourvu de l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers en 1622, il en prend possession en 1624, sans être présent dans la province. Après diverses fonctions religieuses et diplomatiques, en France et en Italie, il est nommé évêque d'Angers par le roi (1649) et s'installe définitivement à Angers à la fin de l'année 1650, pour y être résident jusqu'à son décès en 1692. La postérité a fait de lui un modèle de l'évêque janséniste. Son activité politique n'intéresse pas notre sujet. En revanche, il est un évêque qui visite régulièrement son diocèse, surveille le clergé séculier, diffuse un catéchisme et s'efforce de convertir les protestants d'Anjou (Voir BONNOT, Isabelle, *Hérétique ou saint ? Henry Arnauld, évêque janséniste d'Angers*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1983, 512 p.)

est troublée par la recherche que nous avons réalisée sur les confréries à Baugé, une petite ville au nord-est d'Angers, ainsi que sur plusieurs autres localités du diocèse². Une détermination précise de leurs caractères distinctifs a été donnée en 1666 dans les Statuts synodaux de l'évêque Henri Arnauld. Les confréries « ont été instituées comme de saintes *assemblées de fidèles* [c'est nous qui soulignons] qui concourent *ensemble* à servir Dieu et à travailler à leur salut par des exercices de piété et de bonnes œuvres ». Selon le *Dictionnaire universel*... de Furetière, la confrérie est une « *société de personnes qui s'assemblent* pour faire [des] exercices de dévotion ». Dans l'*Histoire de la France religieuse*, Jacques Chiffolleau, Marc Venard puis François Lebrun définissent les confréries par les exercices religieux qu'elles proposent à leurs membres ; mais ils insistent aussi sur d'autres de leurs raisons d'être qui sont : « instaurer un lien social et spirituel entre les confrères », « cultiver la convivialité et l'entraide », « créer un sentiment d'appartenance par [...] la chapelle distincte, l'élection des officiers, etc. » et encore au XVIII^e siècle il est question d'« exercices collectifs » et de « participation » à des activités collectives³. Ainsi, la dimension spirituelle ne suffit-elle pas pour caractériser une confrérie. *Être* des confrères c'est *faire* ensemble des choses, des exercices de dévotion et des actes de charité⁴. La formule « saintes assemblées de fidèles » employée en Anjou au XVII^e siècle sous-entend aussi que les confréries sont peuplées de laïcs et ne doivent pas être réduites au clergé du lieu – sinon, elles changent de nature.

Nous avons voulu savoir si nous retrouvions en Anjou les caractères nécessaires aux confréries : participation des laïcs, convivialité, sociabilité, etc. Sans activités collectives, voire sans confrères, une confrérie ne mériterait plus que d'être appelée « fondation » ou « boîte », c'est-à-dire système de financement⁵. La ville d'Angers est connue par ailleurs et nous aurions pu étudier le sujet dans les villages mais la documentation manque et nous

2. Cet article résulte d'une collaboration à Angers entre un enseignant-chercheur et un étudiant. Antoine Follain a étudié les confréries comme une manifestation de l'identité communautaire dans les villages, d'où les articles « La charité de Montfort-sur-Risle », *Études normandes*, 1991, n° 2, p. 41-52, « Charités et communautés rurales en Normandie », in « Les confréries du Moyen Âge à nos jours. Nouvelles approches », *Cahiers du GRHIS* n° 3, 1995, p. 83-91, et un chapitre dans *Le Village sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2008, 609 p. Matthieu Archaleüs a réalisé : *Les confréries à Baugé aux XVII^e et XVIII^e siècles*, mémoire de maîtrise, université d'Angers, 2004, 201-61 p. Le dossier a été complété et parachevé plus tard par Antoine Follain qui souhaite dédier cet article au professeur Marc Venard (1929-2014), qui avait dirigé ses premiers travaux d'historien, précisément sur les confréries normandes (1983), et qui est récemment décédé.

3. *Histoire de la France religieuse*, Paris, Le Seuil, 1998, tome II, respectivement p. 84, 211 et 542.

4. Il faut que les lecteurs soient bien conscients que la foi individuelle n'est que très imparfaitement perçue par l'étude des confréries. Voir notamment MINOIS, Georges, « Le réseau des confréries pieuses est-il un indice valable du sentiment religieux », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 90-2, 198, p. 333-348.

5. « Boîte » est un terme employé dans le Maine confusément avec « confrérie » pour désigner les mêmes institutions, alors qu'en Normandie une différence est faite, ce qui nous paraît très légitime.

avons mené ce travail d'histoire religieuse dans le cadre d'une étude sur les « petites villes ». Il faut donc préciser quelles localités entrent dans cette catégorie. Le mémoire de Marion Petitgas, consacré à un sujet d'histoire sociale et culturelle « dans les petites villes angevines », en a dressé une liste d'une trentaine de noms, dont plusieurs prêtent à discussion⁶. Mais la dotation en archives réduit déjà cette liste à une dizaine de localités.

Nous n'avons pas de sources épiscopales pour tout le diocèse. La perte des procès-verbaux des visites pastorales est d'ailleurs un obstacle pour toute l'histoire religieuse de l'Anjou. Il faut plutôt compter sur les archives des confréries et celles des paroisses. Or celles des confréries des Agonisants sont peu importantes. Celles du Rosaire déçoivent encore plus, sauf pour Saumur et pour Baugé. Pour les autres petites villes, il faut se contenter de peu, c'est-à-dire des statuts⁷. Il faut se contenter aussi de pièces tardives. Pour Beaufort par exemple, la source principale est un historique dressé en 1789 et intitulé « Notes et notices sur les fondations, chapelles et confréries⁸ ». De même, l'une des sources importantes pour tout le diocèse d'Angers est un ensemble de réponses données en 1803 à l'enquête de monseigneur Montault sur les dévotions et confréries, réponses utilisées dans un article publié en 1988⁹. Trois mémoires de maîtrise ont été dirigés par le professeur Jacques Maillard : un sur les confréries du Rosaire qui, faute de sources, n'a guère pu renouveler une synthèse publiée à la fin du XIX^e siècle, un sur les confréries du Saint-Sacrement et un sur les confréries des Agonisants¹⁰. La direction de recherche était la même : repérer les confréries et décrire leurs activités. Or les mémoires ont surtout consisté à commenter les statuts et à supposer qu'ils avaient été appliqués.

La défaillance des archives correspond soit à des pertes, soit à l'absence de production documentaire, ce qui peut révéler une inactivité. En l'occurrence, l'absence de certaines sources, comme les registres de confrères, n'est peut-être pas sans rapports avec ce que nous allons montrer de l'in-

---

6. PETITGAS, Marion, *Les fêtes et réjouissances dans les petites villes angevines de 1650 à 1800*, mémoire de maîtrise, direction : A. Follain, université d'Angers, 2004, 193 p. Le corpus pris en compte comprend Baugé, Beaufort (en-Vallée), Candé, Chalonnes (sur-Loire), Château-Gontier, Chemillé, Craon, Durtal, Longué, Pouancé et Saumur.

7. Baugé, Arch. dioc. d'Angers, P 3, Beaufort, H 1288, « Réformation des anciens statuts de la confrérie du Saint-Sacrement et addition de nouveaux articles » du 29 novembre 1681. Durtal, Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 2021. Saumur, règlement de la seconde moitié du XVII^e siècle, Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 2567, etc.

8. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1290.

9. Archives diocésaines d'Angers, 2K 2 et 2K 4. Voir LUSSON-HOUEDEMON, Patricia, « Dévotions et confréries dans les paroisses de Maine-et-Loire en 1803 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 95-3, 1988, p. 311-325.

10. LEBRETON, Marie-Françoise, *Les confréries du Saint Rosaire dans le diocèse d'Angers : XVI^e-XVIII^e siècles*, mémoire de maîtrise, université d'Angers, 1999, 147 p. LE LAIN, David, *Les confréries du Saint-Sacrement du diocèse d'Angers : XVII^e-XVIII^e siècles*, 1998, 246 p. CATREVEAUX, Frédéric, *Les confréries des Agonisants dans le diocèse d'Angers : XVII^e-XVIII^e siècles*, 1999, 130 p. Aucune des études n'a réussi à compter exactement les confréries. Les sources et les ouvrages se contredisent. L'explication tient sans doute à ce que nous avons trouvé : des « boîtes » mêlées aux confréries.

tensité toute relative de la vie confraternelle. Prenant le contre-pied des précédents travaux, nous avons d'abord cherché où une documentation existait et quelle problématique adopter. Nous avons finalement retenu l'exemple de Baugé après avoir repéré que cette petite ville était dotée du seul ensemble d'archives permettant d'étudier toutes ses confréries, au nombre de cinq¹¹. Le dossier comprenait des pièces comptables qui pouvaient témoigner de la réalité des activités et qui faisaient immédiatement surgir des problèmes, lesquels nous donnaient en quelque sorte la fin d'une histoire qu'il restait à expliquer. Cette fin sera l'union de toutes les confréries.

Nous avons donc voulu comprendre pourquoi cinq confréries de dévotion avaient été créées dans une ville qui atteignait juste le seuil des six cents feux; comment elles avaient pu vivre et prospérer toutes les cinq; et, comme nous connaissions leur état au XVIII^e siècle et leur fin, nous avons voulu reprendre la question de l'utilité sociale des confréries et savoir ce qui expliquait leur disparition.

Les confréries en Anjou

La confraternité remonte au Moyen Âge et l'on sait qu'il existe des strates de confréries. L'esprit de la [Contre-] Réforme catholique a fait surgir des modèles nouveaux dédiés aux principaux mystères de la foi, notamment ceux qui avaient été contestés par la Réforme protestante, comme le culte de la Vierge Marie et la présence eucharistique. Parfois, la nouveauté est aussi un renouvellement, comme avec les anciennes « confréries Notre-Dame » auxquelles succèdent des « confréries du Rosaire ». De même, les confréries dites « des Trépassés », vouées à gagner des suffrages pour les âmes du purgatoire ou vouées à l'accompagnement de l'agonie et de la mort, sont relayées par des confréries dites « des Agonisants » expressément vouées à la prière pour les confrères à l'article de la mort. Ces confréries sont toutes « de dévotion » car l'activité confraternelle consiste en œuvres pieuses, messes, oraisons, honneurs rendus au Saint-Sacrement, processions, etc., ainsi qu'en œuvres de charité.

De l'héritage médiéval aux créations du XVII^e siècle

Au Moyen Âge, les confréries angevines les plus anciennes ont des pratiques charitables et dévotes assez discrètes. Nulle part on ne rencontre de confréries aux pratiques très ostentatoires, comme celles des « pénitents »

---

11. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1841, inventaire de titres et papiers concernant les cinq confréries de Baugé en 1774; G 1842, confrérie des Agonisants de Baugé (1664-1778); G 1843 et 1844, confrérie de saint Michel de Baugé (1662-1787); G 1845, confrérie du Saint Rosaire de Baugé (1590-1791); G 1846, confrérie du Saint-Sacrement de Baugé (1577-1785); G 1847, confrérie de saint Sébastien de Baugé (1542-1768); G 1848, comptes communs de la confrérie de saint Michel, du Saint-Sacrement, des Agonisants et du Saint-Rosaire (1734-1767).

ou « flagellants¹² ». Trois évêques mettent en place la réforme tridentine de 1616 à 1649¹³. Un quatrième, Henri Arnauld, le plus marquant du XVII^e siècle, est celui dont l'épiscopat a été le plus long : de 1650 à 1692. Pour les neuf confréries des Agonisants dont les dates sont connues, la concentration au temps d'Henri Arnauld est évidente et la première est érigée à Candé en 1654¹⁴. Les évêques du XVIII^e siècle n'ont pas de politique très remarquable en matière de confréries¹⁵. Par ailleurs, la seconde moitié du XVI^e siècle et le XVII^e siècle ont été marqués par la question protestante. Des temples ont existé à différents moments, principalement à Baugé et Saumur et secondairement à Beaufort, Craon, Durtal et Château-Gontier. Or, à Beaufort, la confrérie du Saint-Sacrement est explicitement érigée et dirigée contre les protestants (art. 2)¹⁶. L'intention est implicite à Durtal, Saumur et Baugé où il s'agit de « faire réparation et amende honorable pour les outrages que [le Saint-Sacrement] a reçu et qu'il reçoit tous les jours » (art. 1). Les créations sont presque toutes à l'initiative d'ecclésiastiques. Il s'agit de missionnaires pour la confrérie des Agonisants de Candé, du curé et des chapelains de la paroisse Saint-Pierre pour la confrérie de Saumur¹⁷. Pour toutes les confréries des Agonisants, seulement deux initiatives laïques sont connues et il ne s'agit pas d'un groupe de personnes mais de particuliers : René Guérin aux Ponts-de-Cé, en 1668¹⁸, et René Caillault à Baugé, en 1681. Normalement, un acte individuel ne devrait pas apparaître car il ne s'agit pas d'une fondation de messes mais d'un projet collectif. Un

---

12. À Saumur par exemple, on sait que dès la fin du XIV^e siècle des habitants sont regroupés en « frairies » développant en commun une forme de sociabilité et une dévotion particulière, tournée notamment vers la Vierge. Ces confréries sont attachées à l'une des églises et si elles sont dotées d'une « chapelle », cela ne désigne pas forcément un édifice mais un lieu et surtout une dotation pour assurer l'entretien d'un chapelain particulier. Elles organisent une fête annuelle et manifestent la confraternité entre adhérents par un banquet, par des rites funéraires à l'occasion de chaque décès d'un confrère et par la participation à des services religieux et processions.

13. Guillaume Fouquet de La Varenne (1616-1621), Charles Miron (1621-1627) et Claude de Rueil (1628-1649).

14. Candé (1654), Andigné (entre 1655 et 1657), Montjean (1657), Saumur (1659), Château-Gontier (1660), Les Ponts-de-Cé (1668), Baugé (1681) Beaufort (1683) et Chalonnes (1703).

15. Michel Le Peletier (1692-1706), Michel Poncet de La Rivière (1706-1730), Jean de Vaugirauld (1731-1758), Jacques de Grasse (1758-1782) et Michel Couet du Vivier de Lorry (1782-...).

16. Les catholiques de Beaufort subissent durant les « troubles » un pillage de leur église, l'incendie du mobilier et plusieurs événements douloureux impliquant le duc d'Alençon et Henri de Navarre (1574, 1585, etc.). Des habitants donnent Beaufort successivement aux divers partis. Il en va de même pour Baugé et le Baugeois qui souffrent des mêmes événements et passages de troupes. La tradition en rendra responsable les huguenots qui auraient « battu, déchiré, chappellé, tenaillé, tué, violé et rançonné » (cf. COLASSEAU, Daniel. *Histoire de Baugé. T. 1. La Préhistoire ; les temps anciens*, Baugé, 1942. L'histoire locale a innocenté les catholiques et les royaux...).

17. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 2506, conclusions capitulaires du chapitre Saint-Pierre de Saumur, 1633-1679 (à l'année 1659). Rien ne prouve que l'évêque soit à l'origine des créations.

18. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5E 90/389, acte notarié du 27 septembre 1669.

processus réussi suppose que l'initiative ait été portée par tout le clergé local et par *les* habitants et futurs confrères¹⁹. Répondant à la demande, l'« érection canonique » ou épiscopale confère ensuite à la confrérie son existence légale. L'évêque doit donner des statuts ou les approuver. La procédure suppose aussi l'intervention de l'autorité pontificale pour doter la confrérie de « faveurs spirituelles » et notamment d'indulgences qui vont bénéficier aux confrères.

La question des indulgences

Les indulgences sont toujours présentes dans l'histoire des confréries de dévotion, soit lorsqu'une confrérie a été créée, soit lorsqu'une confrérie moribonde a été réactivée. Pour les confréries du Rosaire par exemple, deux indulgences plénières sont accordées à l'entrée dans la confrérie (après la confession et la communion) et à la fin de la vie. Statutairement, pour en bénéficier, chaque confrère à l'article de la mort doit être « sincèrement contrit » et doit prononcer le nom de Jésus ou de Marie, en parole ou dans son cœur. Des indulgences d'une certaine durée sont aussi attachées à l'assistance aux services, à la participation aux processions et à l'exercice des « œuvres ». Une étonnante tarification des avantages spirituels est portée à la connaissance des confrères pour stimuler leur zèle. Lorsqu'il s'agit d'une création bien datée, nous constatons qu'en Anjou, le bref d'indulgences a partout été obtenu *avant* l'érection de la confrérie. Voilà qui donne toute son importance à l'initiative individuelle puisque l'initiateur est en situation de faire valoir qu'il a déjà obtenu des indulgences pour une future confrérie, dont il ne reste plus qu'à accepter le bénéfice spirituel. C'est le cas à Beaufort et aux Ponts-de-Cé où le bref d'indulgences qui a été traduit aux habitants emploie le futur : « Ayant appris qu'à la plus grande gloire de Dieu Tout Puissant le Salut des Âmes et le Soulagement du prochain, il *sera* canoniquement érigé une confrairie [...]. » Nous pouvons cependant émettre un doute sur la volonté collective de créer une confrérie, ou sur l'intensité de l'adhésion. Comment, en effet, aurait-on refusé de suivre un processus aussi avancé ? Une fois les indulgences et l'érection obtenues, il ne reste qu'à « établir » la confrérie, c'est-à-dire nommer des officiers, les faire approuver par l'évêque et commencer les activités. Mais de telles conditions donnent-elles à une confrérie une assurance de pérennité ? Moins, sans doute, que si la confrérie avait été voulue et instituée par toute une collectivité.

---

19. En réalité, *des* habitants est suffisant car nulle part on n'attend l'engagement de toute une population. À Thouarcé, les demandeurs sont les trois officiers de la justice seigneuriale « et autres officiers et habitants ». *Idem* à Beaupréau où « les habitants » sont en fait tout le personnel de la justice seigneuriale. Une fois la confrérie établie et vieillie, les procès-verbaux des assemblées confirment la surreprésentation des gens de justice. Ils sont environ 30 % des confrères à Saumur et la même proportion d'ecclésiastiques.

Les créations à Baugé

L'exemple de Baugé s'insère aisément dans une histoire générale. Une confrérie (sur les cinq) est assurément plus ancienne que les autres, une l'est peut-être aussi et trois confréries relèvent des nouveaux modèles de confréries mariales, christologiques et « des fins dernières ».

La titulature de la confrérie de saint Sébastien autoriserait à lui supposer une origine médiévale. Le document le plus ancien n'est daté que du 10 juillet 1542 mais elle doit être beaucoup plus ancienne. Il relate le déplacement en l'église paroissiale de Baugé de reliques de saint Sébastien que Jean Allard, prêtre bâtonnier de la confrérie, reçoit au nom et « pour les confrères ». La confrérie bénéficie au début du XVII^e siècle d'un nouveau bref d'indulgences et de nouveaux statuts pour « icelle confrairye continuer et augmenter a l'honneur de Dieu », en rappelant ce qui avait été « de toute antiquité » et que l'on voulait ranimer. La ferveur est réelle d'après les quarante-huit noms qui apparaissent à la fin des statuts de 1609. Mais en 1663 une demande est adressée à l'évêque Henri Arnauld pour qu'il procède à la liquidation d'une confrérie qui n'a plus que des dettes et pas d'adhérents. Au XVIII^e siècle, la confrérie de saint Sébastien existe toujours, alors qu'elle ne fonctionne plus depuis longtemps.

La confrérie du « Très Auguste Saint Sacrement » existe à la fin du XVI^e siècle puisqu'elle est mentionnée en 1577 et couchée sur le testament de Jean Tallemagne en 1583 lorsqu'il réalise un don en sa faveur. Cette confrérie est « rafraîchie » par un bref d'indulgences de 1633²⁰.

La confrérie du Saint-Rosaire relève d'un type original parce que ces confréries sont exclusivement liées aux Dominicains ou Frères prêcheurs qui ont toujours empêché les créations en dehors d'eux²¹. Les demandes sont normalisées et doivent, par exemple, faire apparaître toute une liste de pétitionnaires et leurs motivations²². À Baugé, les circonstances et motivations sont exposées dans les statuts de 1606. Les pétitionnaires disent avoir « esté admonestés par les prédications » d'un religieux « en Caresme dernier, de faire dire par chacun samedy de l'année en l'esglise de saint Pierre de ceste ville une grande messe de Nostre Dame qui sera chantée à

---

20. « Afin donc que lesdits confrères qui sont et seront de ladicte confrérie soient main-
tenus en l'exercice desdictes œuvres pieuses et à ce qu'iceux confrères soient invités de
les exercer de plus en plus et les autres fidèles chrestiens d'entre en ladicte confrérie et
que ladicte confrérie soit en deue vénération, nous confiant en la miséricorde du mesme
Dieu tout puissant, et sur l'autorité de ses bienheureux apostres saint Pierre et saint
Paul, donnons et concédons plénière indulgence à tous et chacun des fidèles chrestiens
de l'un et l'autre sexe, vraiment pénitens et confessez, qui d'ores en avant entreront en
ladicte confrérie au premier jour de leur entrée, s'ils reçoivent le Très Saint Sacrement de
l'Eucharistie... », Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 4, le 15 mars 1633.

21. D'où des difficultés avec l'évêque Henri Arnauld.

22. « Ayant par la grâce de Dieu bonne [et] assuerée connaissance des grandes grâces,
faveurs et indulgences concédées par plusieurs Saints Papes de Rome aux confrères de la
sainte confrairie du Rosaire », Arch. dép. de Maine-et-Loire, 91H 9, pétition des habitants
de Thouarcé aux dominicains de la ville d'Angers.

haulte voix [...] Et à ce moyen ont les susdictz establitz comme dessus esté advizé par confrayrie faire dire et célébrer ladicte grande messe par chacun samedy à haulte voix à l'heure de sept ou huict heure du matin où assisteront tous les prêtres de ladite esglise ». L'objet principal, voire unique, est de faire dire un service hebdomadaire. Les statuts sont faits pour pourvoir à son « entretien et payement », d'où l'obligation de « bailler et mettre ès mains » de deux « bastonniers de ladite confrayrie les sommes de six sols d'entrée par chacune personne et trois sols de continuation par chacun an au jour de la feste de l'assomption de la vierge qui est le quinziesme jour d'aoust ». Lors de sa création en 1606, cette confrérie a au moins vingt-sept confrères et sœurs cités dans le « résultat d'assemblée ».

La titulature de la confrérie de saint Michel pourrait lui faire supposer une origine médiévale. Mais les plus anciens documents qui la concernent sont du ^{xvii}^e siècle et un bref d'indulgences est accordé aux confrères en 1662. Il semble qu'une confrérie a existé, on ne sait depuis quand, et qu'elle était attachée à un édifice qualifié d'« aumônerie Saint-Michel ». En 1668, cette confrérie ancienne et rénovée a peut-être le plus grand nombre d'adhérents, c'est-à-dire cent seize²³. Le siège est déplacé en 1679 pour bénéficier d'une fondation²⁴. Le testament et la fondation ont des intentions très personnelles, répondant au « désir d'augmenter le service divin et après son décès [...] qu'il soit fait prières pour le ressort de son âme, celle de ses pères et mères et autres ses parents et amis vivants et trépassés ». Il s'agit seulement de fonder « à perpétuité une messe qui se dira dans la ditte esglise tout les lundy de chaque semaine de l'année en l'honneur de saint Michel... ». Cette fondation érigée dans l'église paroissiale « en titre de chapelle ou chappellenie » a donc été confiée à la gestion du « procureur marguillier de la confrairie de saint Michel establie en cette ville ».

La confrérie des Agonisants est la seule dont nous connaissons exactement les circonstances et la date de création. Le projet remonte à 1664, au moment où d'autres confréries du même type sont créées dans le diocèse. À cette date, une testatrice prévoit une donation à la confrérie des Agonisants « si elle a lieu ou sinon au plus antien prêtre de l'église dudit lieu²⁵ ». Or la création n'a pas eu lieu en 1664. Le bref d'indulgences est seulement du 15 avril 1681 ; l'érection par l'évêque Henri Arnauld est du 2 juillet. La création à Baugé, en présence de l'évêque, est du 8 septembre de la même année 1681²⁶.

23. 4 sols de cotisation « que chaque confrère doit » et un total encaissé de 23 livres 4 sols, tombant juste sur 116.

24. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1843, testament de Jean Chevallier « prestre habitué en l'esglise saint Pierre saint Laurans », fondateur de la chapelle Saint-Michel en l'église de Baugé.

25. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1842, testament d'Ambroise Joreau.

26. Il s'agit en Anjou de l'importante fête de la « Notre-Dame angevine », rythmant aussi bien les événements religieux que les vacances judiciaires ou les contrats agraires.

Nous disposons sur l'érection de cette confrérie d'informations tirées de deux sources : le premier est un acte épiscopal, normalisé, moins intéressant²⁷ que le second qui est le testament du fondateur²⁸. Selon cette ordonnance, Henri Arnould accorde l'établissement de la confrérie dans l'église paroissiale de Baugé en donnant au processus de création un caractère collectif puisque l'évêque cite « les habitants de cette ville de Baugé nous ayant été démontré qu'ils auroient obtenu de nostre Saint Père le Pape Innocent XI [...] un bref d'indulgences à perpétuité [...] pour les confrères de la confrairie des Agonisants, laquelle seroit érigée », etc. Henri Arnould peut ensuite, « pour cette première fois seulement », nommer les officiers de la nouvelle confrérie. Le testament du fondateur René Caillault dévoile un processus qui donne à la création de la confrérie des Agonisants un caractère étonnamment personnel : « Messire Renée Caillault, docteur en médecine, demeurant [à Baugé] pour la gloire de Dieu, son advancement spirituel, le repos de son âme après son décès », mais aussi de celle d'une dizaine de parents et amis défunts et, parce qu'il ne s'agit tout de même pas d'une fondation de messes, « affin de favoriser les pieuses intentions de tous le peuple par l'establissement d'une confresrye de Nostre Dame des Agonisants dans l'esglise saint Pierre et saint Laurant de cette ditte ville de Baugé... ». Au vu du testament, René Caillault a tout fait par lui-même. Il a obtenu un « Bref d'indulgence que le sieur Caillault a moyenné et obtenu [...] en cour de Rome pour la ditte confrayrie ». Il a obtenu l'érection de la confrérie par Henri Arnould, évêque d'Angers, ainsi que « des statuts généraux d'icelle confresrye ». Ainsi, il ne restait plus aux futurs confrères qu'à accepter le tout et à participer à la cérémonie d'érection de la confrérie « ce jour proclamée en la dite esglise, mondict seigneur l'évesque officiant pontificalement aux grandes messes et vespres et ensuit fait procession générale... », etc.

Le testament développe ensuite ce qui a été repris dans un second temps pour former la partie originale des statuts octroyés par l'évêque, c'est-à-dire le détail des messes fondées, avec leur financement par des rentes données par René Caillault et avec des intentions qui sont générales, « Aux charges par le prestre célébrant laditte messe, de faire les prières pour les agonisants tant pauvres que riches, et de tous sexes... », mais qui sont aussi très personnelles puisque le prêtre ou l'un des confrères doit « faire recommandation au commencement ou à la fin desdittes messes pour le fondateur, son épouse et leurs proches et mesmes recommandations à la fin de chascunes oraisons, au désir des status ». René Caillault avait prévu aussi des obligations pour les confrères : assister aux oraisons, expositions, messes et processions et « visiter, consoller les malades, leur faire administrer les sacrements », etc. Nous touchons là une dimension importante de la fondation par René Caillault car, parmi les obligations, figure l'exercice d'« œuvres de charité » envers d'autres que les confrères, « pauvres [...]

27. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1842.

28. Arch. comm. de Baugé, GG 37.

vieillards, incurables, orphelins, pauvres veuves et grandes familles » qui auront été reconnus « en nécessité » par les officiers de la confrérie. En même temps, René Caillaut avait prévu que des aumônes seraient faites en premier sur le reliquat de l'argent donné par lui à la confrérie puis, selon ce qu'il espérait, « faictes par les dits confrères et sœurs de la ditte confresrye », le tout « pour commancer une charité publique, à la manière des hospitaux généraux ». Des fonds avaient été destinés par René Caillaut « au profit des dits pauvres » et de l'« école de charité ». Ils consistent en une somme donnée en 1681, plus « d'autres rantes hipotécaires à luy deub », plus après sa mort « la propriété domaine et seigneurie de son lieu de Beauregard en la paroisse du Vieil-Baugé avecq la vigne qu'il a faict planté, et généralement tout ce qui en dépend... » Cette institution sera appelée plus tard « Le pot à bouillon ».

Organisation et activités

L'organisation statutaire est facile à connaître et il n'y a rien de spécifique à l'Anjou ni à la dimension « petites villes » où nous avons situé notre étude. Dans les confréries du Saint-Sacrement par exemple, à Durtal et Saumur, est prévu tout un cérémonial d'entrée (mais pas ailleurs) ; celui de Durtal est le plus développé et le plus solennel²⁹. Par ailleurs, c'est à Beaufort et à Durtal que figurent les recommandations les plus formelles pour la tenue du registre des inscrits³⁰. Cependant, aucun de leurs registres n'a été retrouvé. Voilà qui définit les contours de notre recherche : dépasser les statuts pour chercher les preuves d'une activité confraternelle en commençant par l'inscription des confrères, en poursuivant par les activités administratives, autrement dit les « officiers », et en terminant par la participation aux activités dévotes et charitables.

Droits d'entrée, cotisations et repérage des confrères

La plupart des confréries exige des droits d'entrée et « sièges » ou cotisations annuelles et certaines prévoient des amendes contre les défaillants. À Baugé, la confrérie du Saint-Rosaire a été créée en 1606 uniquement pour « faire dire et célébrer [une] grande messe par chacun samedi à haulte voix ». Des limites à l'aspect « confraternel » nous sont apparues immédiatement car il n'était rien demandé d'autre aux confrères que de financer un service. Il suffisait donc d'accepter de leur part un abonnement ou autre forme de donation « perpétuelle » ou de pérenniser tout le système par une rente pour que la confraternité entre eux disparaisse. La « confrérie » aurait toujours porté ce nom mais elle aurait été réduite à un simple acte de fondation d'une messe. D'où une question simple : les confréries ont-elles des

29. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 2567, article 7 des statuts à Saumur ; G 2021, article 15 à Durtal.

30. *Idem* pour Durtal. Arch. dép. de Maine-et-Loire, H 1288, article 3 des statuts à Beaufort.

confrères ? On a des informations objectives seulement dans les documents comptables et par conséquent la ville de Baugé est la mieux pourvue pour répondre à notre interrogation. Les comptes de la confrérie de saint Michel attestent de l'adhésion de confrères mais les dons et cotisations déclinent après 1677 et ne représentent plus rien en 1698. Les comptes de la confrérie du Saint-Sacrement enregistrent des cotisations entre 1735 et 1754 ; puis il est dit que rien n'a été reçu pour cette rubrique. À partir de 1762 la rubrique elle-même disparaît. Une information comptable ne suffit pas pour dire s'il n'y a plus de confrères ou s'il n'y a plus de cotisations... Mais des textes disent expressément à Beaufort, à Baugé, etc. que des confréries n'ont plus de confrères. Dans plusieurs situations, à partir de la fin du XVII^e siècle, il n'y a plus qu'un noyau d'officiers et d'ecclésiastiques³¹.

Les officiers ecclésiastiques et laïcs

Les confréries ont partout la même structure avec au moins un « directeur » ou « préfet » ou « président » et un ou deux « procureurs » ou « receveurs » ou « bâtonniers » ou « comptables », mais certaines ont des offices en plus³². Dans les confréries du Saint-Sacrement, le directeur est statutairement un prêtre à Beaufort (art. 5) et à Durtal (art. 9). Lorsque les statuts ne disent rien mais que des actes nous renseignent, l'office est aussi occupé par un ecclésiastique. Dans les confréries du Rosaire, le directeur est partout le curé. Dans tous les cas, la dignité de cette fonction est supérieure aux autres ; cela diminue d'autant le prestige et l'utilité du ou des procureurs de la confrérie. Les procureurs ou « receveurs » ou « bâtonniers » ou « comptables » sont aussi majoritairement des ecclésiastiques au XVIII^e siècle. La situation a sans doute été, aux débuts des confréries, une ouverture plus large des fonctions aux laïcs³³. Mais les évolutions

31. Les confrères sont majoritairement des consœurs. Le taux de féminisation est partout de la moitié au moins et il peut aller jusqu'aux trois quarts des inscrits.

32. La confrérie la plus complexe est celle du Saint-Sacrement de Saumur avec trois procureurs, huit « conseillers », un « crieur » (art. 48) qui est moins un confrère qu'un employé, chargé de « clocheter » lors des processions, sonner les offices, etc., deux « clerks » (art. 47) employés pour porter diverses choses lors des visites aux malades, plus un « secrétaire » laïc ajouté en 1619 pour tenir le registre des « inscrits ». Les statuts prévoient aussi tout un cérémonial pour les entrées en fonctions et l'adoption de « couleurs » pour habiller le crieur d'une tunique aux « marques » de la confrérie. À Durtal aussi, un prêtre-secrétaire devait être chargé du registre. Ducoudray évoque des conseillers qui formaient avec le directeur et le procureur un bureau de la confrérie des Agonisants mais on n'en trouve pas trace dans les archives.

33. Une ouverture n'a été garantie qu'à Saumur où l'un des trois procureurs devait être statutairement un laïc et les deux autres des ecclésiastiques (art. 30) et parmi les huit « conseillers », quatre devaient être des laïcs et quatre des ecclésiastiques (art. 43). Cependant, les responsabilités et le placement de chacun des prêtres et des officiers lors des assemblées ont toujours assuré aux ecclésiastiques une supériorité sur les laïcs (art. 46). *Idem* à Durtal où la « police » des assemblées prévoit une prise de parole hiérarchisée : d'abord les ecclésiastiques selon leur dignité dans la confrérie et l'ordre de réception dans la prêtrise, puis les laïcs selon leur dignité et leur ancienneté dans la confrérie (art. 12).

consistent en une contraction sur un seul procureur quand il y en avait deux, une occupation des offices par des ecclésiastiques quand il y avait aussi des laïcs à l'origine, et l'absence de rotation, la même personne occupant longtemps une « procure³⁴ ». Les laïcs ne sont pas interdits de fonction mais ils l'ont souvent défaut. À Longué, la confrérie du Rosaire, établie en 1652, est gérée par Nicolas Cartier, seul procureur pendant quinze ans, jusqu'à son décès en 1666³⁵. Or il faut attendre plus de trente ans, en janvier 1698, pour qu'une procédure soit entamée devant la justice seigneuriale du lieu contre les héritiers de Cartier³⁶. Aux Ponts-de-Cé, la confrérie des Agonisants a été érigée en 1668. Trente ans plus tard, en 1699, dans le cadre d'une assemblée paroissiale, on apprend que depuis le décès de l'ancien procureur la charge n'a pas été pourvue « ce qui a causé la cessation du service divin³⁷ ». La durée de la vacance n'est pas connue. Nous pouvons seulement dire qu'elle a été suffisante pour inquiéter la collectivité, ne serait-ce qu'à cause des revenus et du patrimoine. À Beaufort, à partir de 1681, une curieuse liaison est établie entre les offices de procureurs, désormais réservés à des ecclésiastiques, et les services des fondations qui leur seront réservées de manière à leur garantir un revenu qui compense leur engagement administratif au service de la confrérie (art 24). De plus, les ecclésiastiques décident l'union de la confrérie des Trépassés à celle du Saint-Sacrement, considérant « plus commode et plus utile aux [deux] confréries qu'elles n'eussent qu'un même receveur ou procureur et même qu'elles fussent unies ensemble à perpétuité » (art 48). Enfin, ne seront plus admis aux assemblées que les officiers de la confrérie, tous ecclésiastiques, et parmi les inscrits seulement « les prêtres [...] admis aux gagnages et rétributions » (art. 6). Autant dire que ces deux confréries de Beaufort, après leur réforme et leur union, ne sont plus qu'une espèce de syndicat ecclésiastique de gestion du patrimoine, d'exécution des services religieux et de répartition des émoluments.

Les activités dévotes, d'entraide et de charité

La confraternité consiste aussi à faire ensemble des choses dévotes et charitables. Concrètement, il s'agit, dans les confréries du Rosaire par exemple, de réciter des prières en les comptant au moyen du chapelet. Le tour de cinquante perles et le pendant de trois perles permettent de comp-

34. À Craon, Jean-Mathurin Ronceray, « prêtre chanoine de l'église collégiale » est procureur de la confrérie du Saint-Sacrement durant 27 années, de 1737 à 1764 (cf. Arch. dép. de la Mayenne, 22G 1 et Arch. dioc. d'Angers, P 57).

35. Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 2094. Pièces relatives à la procuration de Nicolas Cartier.

36. À cette date inouïe, les héritiers contestent que leur aïeul ait exercé cette responsabilité. Des témoins que le procureur fiscal accepte de faire entendre attestent avoir vu Nicolas Cartier quêter dans l'église au bénéfice du Rosaire. Deux confirmations sont apportées au mois d'août 1698 et en 1700, lorsque des titres de rentes sont produits, où la signature de Nicolas Cartier apparaît, ainsi que sa qualité de procureur.

37. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 5E 90/510, acte du 2 août 1694.

ter les cent cinquante prières du Rosaire. Spirituellement, la récitation doit se faire en méditant sur trois fois cinq « Mystères³⁸ ». Cette obligation est personnelle et, de fait, il est impossible d'en savoir quoi que ce soit. Nous pensons aussi qu'elle est sans valeur confraternelle. À quoi sert d'adhérer à une confrérie pour pratiquer seul et chez soi des dévotions ? *Heureusement* les confrères sont aussi tenus de réciter le Rosaire ensemble une fois dans l'année. Les indulgences sont d'ailleurs obtenues en participant à chaque fête mariale pour y réciter un Rosaire et en participant à des messes et des processions. Il est facile de gloser sur les activités dévotes à partir des statuts mais réellement, nous ne savons rien de ce qui est fait ; de même pour les visites aux malades, l'édification et l'enseignement, etc. N'ont d'intérêt que les évolutions des statuts qui témoignent de difficultés et qui prétendent les corriger par davantage de rigueur³⁹. À Baugé, nous pouvons seulement tirer des sources comptables qu'au XVIII^e siècle on n'achète plus d'ornements et que les ecclésiastiques encaissent 70 à 90 % de ce qui est dépensé⁴⁰. Nous pourrions dire que les confréries fonctionnent parce que les fondations sont réalisées. Mais cela ne concerne vraiment que les prêtres.

À Baugé, des confréries ou des « boîtes » ?

Dotées au cours du XVII^e siècle de fondations, enrichies de propriétés, de loyers et de rentes, les confréries dépassent leur situation originelle, lorsque les cotisations sont absolument nécessaires. Elles n'ont plus besoin de confrères ni même d'officiers laïcs, si les ecclésiastiques qui sont intéressés aux dépenses acceptent de gérer eux-mêmes les recettes et les dépenses générales, en plus des fondations de messes qui les concernent directement. Nous avons aussi repéré que les donations finissent par ne plus aller aux confréries mais à d'autres institutions qui remplissent des fonctions précédemment dévolues aux confréries et qui le font sans doute mieux. Les confréries deviennent alors des systèmes qui, financièrement, peuvent *tourner tout seuls*, c'est-à-dire ce que nous avons vu quelque fois être appelé des « boîtes ».

---

38. Un tour consiste en cinq « dizaines », chacune étant composée d'un *Pater noster* et dix *Ave Maria*. Un rosaire consiste en trois tours. Matériellement, le chapelet permet de compter les cent cinquante prières. Spirituellement, la récitation doit se faire en méditant sur trois fois cinq « Mystères » : les « Mystères joyeux » (Annonciation, Visitation, Nativité, Purification et Jésus au temple) puis les « douloureux » (Agonie, Flagellation, Couronne d'épines, Portement de croix et Mort sur la croix) puis les « glorieux » (Résurrection, Ascension, Pentecôte, Assomption et Couronnement de la Vierge).

39. Une modification des statuts de la confrérie du Saint-Sacrement à Saumur en 1689 veut nommer un confrère toujours responsable des avertissements des décès (ce ne sera pas réalisé) et quatre autres pour les « accompagnements » afin de ne plus s'en remettre au bon vouloir de chacun.

40. Le second poste consiste en frais de fonctionnement, entretien du patrimoine, etc.

Des confréries vidées de leur substance

Si l'on admet que les confréries ont prospéré en s'opposant au protestantisme, le reflux protestant doit aussi les atteindre. D'où une opposition entre deux périodes. Dans la première, les synodes protestants d'Anjou sont tenus à Baugé en 1627, 1632 et 1659, tandis que la création ou le « rafraîchissement » des confréries est, peut-être, en partie, une réponse des catholiques aux protestants. En revanche, à la fin du siècle, le catholicisme triomphe. La démolition du temple de Saumur et l'interdiction de celui d'Angers amènent dans un premier temps les protestants à se replier sur Baugé ; mais à partir de 1679 les autorités y font des difficultés aux protestants. Les premières abjurations sont de 1681. La révocation de 1685 achève d'y étouffer le protestantisme. Les exercices de dévotion des catholiques ont peut-être perdu en nécessité démonstrative.

Parmi les grandes questions que posent les confréries de Baugé, l'une des plus importantes est de savoir si les services charitables, religieux et sociaux organisés en dehors des confréries, mais en partie avec leur collaboration, ont participé à leur extinction. En effet nous savons que Baugé a été doté de services et d'équipements nouveaux dans la seconde moitié du XVII^e siècle. En 1662, le curé Alexandre Boureau de la Barbinière fonde une école de charité pour les enfants de la ville qui, dès sa création, occupe tout ou partie de l'« aumônerie Saint-Michel » où la confrérie n'est plus logée, depuis qu'elle a rejoint la chapelle fondée dans l'église. D'autre part, en 1650 et 1651 est fondé un hôpital dont la construction n'est pas immédiatement réalisée. Un ultime effort permet à Baugé d'être doté en 1675-1676 d'un hôpital neuf et il est possible que la confrérie de saint Michel y ait participé⁴¹. Il est sûr en tout cas que l'aumône Saint-Michel n'a plus de raison d'être puisque l'accueil est réalisé à l'hôpital. Un « créneau » subsistait-il ? Baugé va bénéficier dans la seconde moitié du XVIII^e siècle de la fondation d'un hospice voué aux « incurables » que l'Hôtel-Dieu ne recevait pas. On sait aussi que, grâce à René Caillault, fonctionne depuis 1681 une institution dite « Le pot à bouillon » qui porte secours « aux pauvres malades à domicile » et qui est articulée avec la confrérie des Agonisants. Cette confrérie revendique aussi une vocation à enseigner la foi catholique et à instruire les enfants issus des familles protestantes, sans que l'on sache si cette vocation a été concrétisée. Or l'activité charitable est concurrencée à partir de 1685, après le succès de la mission du père Honoré de Cannes, et la fondation à Baugé de la « communauté [des Dames bienfaisantes] de la Providence ». « Le pot à bouillon » disparaît. La confrérie des Agonisants perd son annexe charitable et aussi sa vocation à instruire tandis que la Providence lui succède, donne davantage d'ampleur à la charité publique et

---

41. Il est possible que la confrérie Saint-Michel ait été associée. Ses comptes attestent d'une explosion des recettes en 1675-1676, sans dépenses connues mais sans non plus de thésaurisation. Cela pourrait correspondre à l'encaissement de donations, non pour elle-même, mais pour contribuer à la construction du nouvel équipement...

lui ajoute une activité d'enseignement tournée vers les nouveaux convertis puis les enfants pauvres.

Vers l'extinction des confréries

La première confrérie en difficulté est la confrérie de saint Sébastien. L'évêque Henri Arnauld refuse de prononcer sa liquidation. La demande formulée en 1663 est motivée par la situation de faillite de la confrérie et par l'absence d'adhérents. La réponse de l'évêque est d'abord religieuse et morale⁴². Elle est ensuite financière : ordre est donné à la fabrique de donner quatre cents livres pour combler la dette. Mais au XVIII^e siècle la situation évolue. La fabrique finira par encaisser les revenus au nom de la confrérie et veiller à l'exécution des fondations. L'extinction n'est prononcée qu'en 1781 mais force est de constater que la confrérie était morte depuis bien longtemps. Les quatre autres confréries sont mises en difficultés au XVIII^e siècle. Mais c'est incidemment qu'un procès-verbal de 1730 nous révèle que de la confrérie du Saint-Rosaire « il ne se tient plus d'assemblée » et une partie de son patrimoine est déjà liquidée, faute d'argent pour l'entretenir.

La troisième confrérie en difficulté est celle de saint Michel qui, à la même époque, est associée à la confrérie du Saint-Sacrement dans la propriété d'une maison dont elle ne peut payer la réparation. Ce bien est désormais « commun aux deux confréries ».

De 1734 à 1742, les confréries de saint Michel et du Saint-Sacrement ont le même procureur bâtonnier : Jacques Guiteau, prêtre habitué. De 1744 à 1757, pendant quatorze ans, le curé René Bérault occupe les fonctions de directeur et procureur trésorier des quatre institutions. En même temps, il semble qu'un second procureur laïc gère avec lui deux des confréries⁴³. La situation est confuse. Les confréries se confondent deux par deux, celle de saint Michel avec le Saint-Sacrement et le Saint-Rosaire avec les Agonisants, tandis que la cinquième est confondue avec la fabrique. Il semble qu'un rétablissement financier soit obtenu mais que reste-t-il du caractère confraternel ? Enfin, par une ordonnance épiscopale du 5 juillet 1780, on apprend que « les revenus des confréries ont depuis longtemps été administrés par les marguilliers » de la fabrique. L'évêque constate qu'« il seroit plus convenable qu'avec notre approbation ces revenus fussent toujours unis à ceux

---

42. Cf. le texte mis en exergue de l'article. L'évêque dit sa douleur devant une confrérie « presque toute esteinte et abolie » et la nécessité d'y « donner ordre » pour perpétuer « cette cèlèbre et ancienne confrérie de saint Sébastien qui nous a procuré tant de fois des secours si visibles dans nos maux ou dans les périls qui menaçoient nostre ville... », (Arch. dép. de Maine-et-Loire, G 1847) L'évêque fait référence au protestantisme et aux pestes. L'Anjou a même connu en 1661-1662 sa « plus redoutable catastrophe démographique » (cf. LEBRUN, François, *Les Hommes et la mort en Anjou aux XVII^e et XVIII^e siècles : essai de démographie et de psychologie historiques*, Paris, Mouton, 1971, VI-562 p.).

43. Charles Liberge des Bois est co-procureur pour les confréries du Saint-Sacrement et de saint Michel.

de la fabrique à la charge des services ». Il prononce donc l'union de toutes les confréries à la fabrique⁴⁴.

•

L'une des questions que nous voulions poser – à savoir l'existence d'un nombre suffisant de dévots pour animer plusieurs confréries – a trouvé facilement une réponse : jamais les cinq confréries n'ont vraiment fonctionné ensemble. Il n'est pas sûr que, dans l'absolu, le nombre de cinq confréries ait été trop important pour Baugé. Peut-être les cinq étaient-elles viables dans un certain contexte et avec un certain esprit militant. Mais au-delà des années 1680, l'adhésion des confrères tiédit et vers 1730 la liquidation d'une confrérie et le rapprochement des quatre autres font penser que deux, voire une seule confrérie, aurait été suffisante. Mais avons-nous rencontré des confréries ? La nature de ces institutions pose un problème qu'il faudrait soulever dans tout l'Anjou et le Maine dans un esprit comparatif avec d'autres régions. Car plutôt que des « sociétés de personnes » et des chrétiens instaurant entre eux un lien social et spirituel, nous avons rencontré des fondateurs de messes et d'aumônes et des confréries qui, assez vite, n'ont plus eu de confrères. Il est possible que l'on ait continué à pratiquer des exercices collectifs de dévotion. Mais une organisation *a minima* et le soutien paroissial sont suffisants pour gérer les fondations de messes et organiser les exercices. Dans toute cette évolution, le degré d'investissement des élites locales dans les confréries est en cause. Mais la désaffection des confrères ne peut pas être interprétée comme un recul de leur foi⁴⁵, ni comme de l'égoïsme, car leur retrait correspond à un engagement dans de nouvelles institutions charitables qui sont assurément plus efficaces que les confréries. Les explications que nous avons trouvées valent pour Baugé⁴⁶. Elle demande évidemment à être validées par l'étude d'autres petites villes, en s'efforçant d'y trouver la documentation nécessaire.

44. Arch. dioc. d'Angers, P 3 : copie de l'ordonnance épiscopale relatant l'union des quatre confréries à la fabrique le 5 juillet 1780. Noter que les « plus notables habitants » qui avaient déserté la direction des confréries, où de toute manière ils étaient dominés par les ecclésiastiques, reprennent la main en 1780 par l'intermédiaire de la fabrique dont ils composent le « bureau ».

45. Les statuts attachent le bénéfice des indulgences aux pratiques collectives mais ils demandent aussi des dévotions personnelles. Rappelons que notre article s'intéresse aux premières, que les sources permettent d'évaluer, mais que les dévotions dans les maisons ne sont pas documentées. Or il y a un processus de privatisation et individualisation de la pratique religieuse au XVIII^e siècle (voir RIDEAU, Gaël, *De la religion de tous à la religion de chacun. Croire et pratiquer à Orléans au 18^e siècle*, Rennes, PUR, 2009, 391 p.).

46. Il y a peut-être dans d'autres villes des confréries plus vivantes qu'à Baugé. À Craon, la confrérie du Saint-Sacrement enregistre une moyenne de trente cotisations par an de 1737 à 1768 (cf. Arch. dép. de Maine-et-Loire, 22G 1).

RÉSUMÉ

L'article reprend la question des confréries religieuses en s'appuyant sur le cas de la petite ville de Baugé en Anjou. Il s'agit de confronter les institutions, les documents normatifs, avec les pratiques des chrétiens. Les confréries sont définies par les exercices religieux qu'elles proposent à leurs membres. Elles instaurent un lien social et spirituel entre les confrères et organisent des exercices collectifs. Être des confrères c'est faire ensemble des exercices de dévotion et des actes de charité. Sans confrères et sans activités, les confréries deviennent rapidement des « boîtes ».

ABSTRACT

The article looks at the issue of religious fraternities based on the case of the small town of Baugé in Anjou. The goal is to compare institutions and their normative documents to Christian practices. The brotherhoods were defined by the religious exercises that they offered to their members. They established a social and spiritual bond between brothers and organised collective exercises. Doing all exercises of devotion and charity defined what it meant to be in the brotherhood. Without brothers and without activity, brotherhoods soon became «boxes».